

ARRÊTÉ DCAT/ BEPE/ N°2023-

29

du 10 FEV. 2023

**mettant en demeure la société Éoliennes de Marne et Moselle
de respecter certaines prescriptions
pour l'exploitation de son parc éolien sur la commune de Niedervisse
en application de l'article L. 171-8-I du code de l'environnement**

Le préfet de la Moselle
Officier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

Vu le livre I, titre 7 du code de l'environnement, et notamment son article L. 171-8-I ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements, notamment son article 45 ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent Touvet, préfet de la Moselle ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral DCL n° 2023-A-05 du 6 février 2023 portant délégation de signature de M. Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

Vu le récépissé accordant le bénéfice de l'antériorité à la société Éoliennes de Marne et Moselle en date du 8 juin 2012 pour l'exploitation de son parc éolien sur la commune de Niedervisse ;

Vu le rapport du 29 décembre 2022 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est chargée de l'inspection des installations classées ;

Vu le courrier préfectoral du 16 janvier 2023 informant l'exploitant de la mise en demeure envisagée à son encontre, transmettant le projet d'arrêté préfectoral correspondant et lui laissant un délai de 8 jours pour faire part de ses observations ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant formulées dans le délai imparti ;

Considérant que le parc éolien situé sur la commune de Niedervisse relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 2980-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et que l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié susvisé lui est applicable ;

Considérant que lors de la visite du 25 novembre 2022, l'inspection des installations classées a constaté que les dispositions relatives à la réalisation d'un exercice d'entraînement en lien avec une situation accidentelle tel que défini à l'article 15 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié susvisé n'étaient pas respectées, à savoir que l'exploitant n'a effectué aucun exercice d'entraînement pour son parc de Niedervisse ;

Considérant que ces manquements sont de nature à engendrer des dangers pour les intérêts visés à l'article L. 511.1 du code de l'environnement ;

Considérant les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement: « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

A R R E T E

Article 1^{er} : Objet

La société Éoliennes de Marne et Moselle, dont le siège social se trouve Cœur Défense – Tour B, 100, Esplanade du Général De Gaulle – 92 932 Paris La Défense, est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de son parc éolien sur la commune de Niedervisse, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié susvisé :

« Il [...] procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/ incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisé par l'exploitant et les mesures correctives mises en place. »

Pour ce faire, l'exploitant réalise un exercice d'entraînement sur son parc éolien implanté lieu-dit "Hinter Busch" 57220 Niedervisse, en lien avec un accident pouvant survenir sur ce genre d'installation.

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, et tous agents de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Eoliennes Marne et Moselle et dont une copie est également transmise, pour information, au sous-préfet de Forbach-Boulay-Moselle et au maire de Niedervisse.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Richard Smith'.

Richard Smith

Délais et voies de recours

En vertu de l'article L171-11 du code de l'environnement :

« Les décisions prises en application des articles L.171-7, L.171-8 et L. 171-10, sont soumises à un contentieux de pleine juridiction ».

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

